

Pour vivre, vivons cachés

■ Le Sénégal fait figure de bon élève lorsqu'on aborde les droits humains. Mais la répression pénale et la condamnation sociale dont les homosexuels sont victimes révèlent la face cachée de la tolérance chère au pays.

?

Etre homosexuel au Sénégal

Aujourd'hui

Pour vivre, vivons cachés. Quand la loi et la société condamnent l'homosexualité.

Lundi 21 mars

Les activistes gays, funambules des temps modernes.

Mardi 22 mars

Demandeurs d'asile et homosexuels : parcours de crédibilité.

Reportage **Valentine Van Vyve (texte)**
et **Johanna de Tessières (photos)**
Envoyées spéciales au Sénégal

Du dehors, on ne pourrait soupçonner âme qui vive dans cet appartement de Dakar. Plusieurs coups sont frappés sur la porte. Elle résiste puis s'entrouvre quelques secondes plus tard. Une fois à l'intérieur, c'est le silence qui, le premier, répond. Dans la pénombre, quatre hommes sont allongés dans les larges fauteuils de cuir beige, fixant d'un regard peu intéressé l'écran de télévision qui leur fait face. Deux autres ont posé un matelas sur le sol du bureau transformé en chambre de fortune et y cherchent le sommeil alors qu'un dernier sort de la salle de bain, une serviette nouée autour de la taille. *"Nous n'avons pas l'habitude de recevoir du monde"*, s'excuse Thomas. Sept hommes sont, depuis une dizaine de jours, cachés dans cet appartement de la capitale sénégalaise. Leur vie est désormais rythmée par les angoisses : de voir débarquer ceux qui voudraient les lyncher, de ne savoir ce dont demain sera fait. *"Je préférerais disparaître. Mourir. C'est mieux que cette souffrance"*, confie Khalil, la voix nouée.

Quand le peuple se fait justice

Ils sont homosexuels. Rien de répréhensible, a priori. Sauf qu'ils ont été accusés d'"acte contre-nature", pénalement condamnable en cas de flagrant délit. Aucune charge n'a finalement été retenue contre eux. Mais la vérité juridique importe peu, dépassée par la justice du peuple. Battus par la police puis protégés par celle-ci de la vindicte populaire, traqués, ils ont finalement été exfiltrés par Diadji Diouf depuis leur ville d'origine. *"Entre deux maux, on préfère que la police nous trouve plutôt que*

nos concitoyens", admet, fatigué, cette figure tantôt gaie tantôt grave de la défense des droits des minorités sexuelles, passée par la case prison pour des accusations similaires en 2008.

L'histoire des "11 de Kaolack" a fait grand bruit. Les médias qui s'étaient procuré des images de leurs visages filmés par la police se sont déchainés, enclenchant une spirale infernale. Les leaders religieux y sont allés de leurs messages alarmistes : *"Le mal est en train d'arriver. Il faut lui casser les pieds, lui couper la tête et le vider de ses entrailles"*, a ainsi déclaré l'imam de la ville religieuse. Ce genre d'événement n'est pas isolé. Il est symptomatique de l'insécurité dans laquelle vivent la très grande majorité des LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres) et des violations récurrentes de leurs droits les plus élémentaires, particulièrement depuis le seuil critique d'homophobie atteint en 2008 et qui persiste jusqu'à ce jour. *"Etre homo, c'est vivre avec un secret. La seule échance se résume en une question : quand va-t-il être découvert ?"*, chuchote Cheikh Ndongo Fall depuis la terrasse d'un café faisant face à la mosquée dont il est le muezzin.

Et pourtant, *"jusqu'à la colonisation, les homosexuels étaient reconnus pour le rôle qu'ils jouaient dans les cérémonies familiales. Ils avaient un certain statut"*, explique le longiligne Abo Backry, président de l'association de défense des droits humains Raddho. On les appelait les "boromnia itur", "ceux qui ont deux noms", celui d'homme et de femme. La pénalisation de l'acte contre-nature est en réalité une réminiscence de la période co-

loniale. Ce lien entre l'ancienne colonie et la métropole française est même amplifié par ce que l'imam Kante, que l'on compte parmi les progressistes, dénomme la *"mondialisation de la morale"*. L'image que renvoie l'Occident de l'homosexualité, vécue librement, heurte la population sénégalaise. *"Cela nourrit les imaginaires et tend à provoquer des réactions de repli"*, explique l'imam, le regard aussi clair que l'élégante robe qu'il porte. Les gays sont perçus comme des chevaux de Troie, comme autant de tentatives de l'Occident d'imposer ses valeurs. Ainsi, chaque pas fait en faveur de plus de tolérance envers les homosexuels est considéré comme la *"porte ouverte à toutes les dépravations"*. *"Plus ils se voient octroyer des droits là-bas, plus ils sont discriminés ici"*, résume Cheikh Ndongo Fall. *"L'homosexualité n'a aucun lien avec les valeurs ou la religion"*, souligne avec un brin d'ironie Djamil Bangoura, président affable et sans concession de Prudence, seule association LGBT reconnue comme telle.

Cette homosexualité que je ne saurais voir

Ce matin-là, une jeune femme est chassée par la clameur publique. Elle a des piercings et porte une casquette. Ce matin-là, entre chien et loup, un jeune homme quitte le foyer familial, menacé de mort par son père pour une conversation jugée ambiguë. Ce matin-là, Junior se réfugie dans les locaux de Prudence, le visage tuméfié, le bras cassé. La veille, dans un bar de la capitale, il portait un jean serré. Ce matin-là, Sow et ses amis ne sortiront pas. Le cas de Kaolack les expose au danger. C'est un matin comme

"Tant qu'ils se limitaient à jouer aux fous du roi, tout le monde semblait tolérant. Aujourd'hui, ils veulent vivre leur identité sans se faire passer pour des clowns."

SEYDI GASSAMA
Président d'Amnesty.

Cette homosexualité que je ne saurais voir



JOHANNA DE TESSIÈRES

beaucoup d'autres bien que, en milieu rural, l'anonymat soit moins de rigueur encore. *"La condamnation sociale se base sur des choses insignifiantes"*, regrette Ndeye Kebe, figure de la lutte pour les droits de la femme.

"Les discours sont extrêmement hostiles. Mais la société reste assez tolérante", tempère Seydi Gassama, président de la section sénégalaise d'Amnesty. Tolérante... Tant que l'homosexualité se vit cachée et qu'on ne la nomme pas. On peut expliquer ce devoir de réserve par la "Sutura". La "discretion" porte en haute estime le fait de ne pas attirer l'attention sur sa personne et ses activités. Cette valeur garantit une forme de vie privée toutefois dépourvue d'espace privé. *"L'homosexualité est acceptée si les gays assurent la continuité de leur lignée. Elle ne l'est pas si on raisonne en termes de mariage et d'acquisition de droits"*, résume en pesant chaque mot Thomas Ayissi, activiste de la première heure. Il conforte l'assertion de l'ex-président Wade selon qui le *"Sénégal n'est pas prêt à la légalisation de l'homosexualité"*. Dès lors, comme tant d'autres, Babacar *"n'admettra jamais être gay. C'est inconcevable pour ma famille. Je mènerai une double vie : j'aurai une femme et un mari"*, réagit-il, ouvrant les yeux grands comme des soucoupes.

Assis sur la terrasse de son appartement alors que la soirée hivernale offre un inhabituel vent chaud, Diadji Diouf plonge son regard sombre dans les yeux de ses interlocuteurs. *"On est en train d'éduquer les Sénégalais à mentir à leur propre famille"*, enrage celui qui a perdu la sienne. *"Mieux vaut tout perdre plutôt que sa famille. Les enjeux dépassent notre seule personne"*, poursuit d'une voix chevrotante Ousmane, membre cadre de l'association Aides. Cette famille est par ailleurs souvent la source unique de revenus. Parfois, elle est celle qui protège. C'est le cas de Lika : *"Comment une mère peut-elle ignorer ce qu'est son enfant ?"*, interroge ce petit bout de

femme dynamique aux ongles colorés. Ou encore de ces familles qui acceptent que leur enfant revienne, après une délicate médiation et à la condition qu'il se repente. Dans d'autres cas, c'est elle qui dénonce, rejette et condamne. *"Une fois que c'est public, vous devenez la cause de tous les maux"*, regrette "Maman Kebe", dont l'appartement est un refuge pour beaucoup. La famille elle-même est stigmatisée si elle revendique son soutien. Arona, aîné d'une fratrie dont il a la responsabilité financière, a donc décidé de se taire pour *"la protéger"*, murmure l'imposant mais timide bonhomme, engoncé malgré la chaleur dans un blouson de cuir noir.

Une question de droits humains

Les campagnes qui visent à mettre les homosexuels au ban de la société leur dénie la qualité de citoyens que leur reconnaît la Constitution. De plus, lorsqu'un homosexuel est victime d'agression, sa seule plainte est susceptible de le faire passer du statut de victime à celui de suspect. *"Tant qu'ils se limitaient à jouer aux fous du roi, tout le monde semblait tolérant. Aujourd'hui, ils veulent vivre leur identité sans se faire passer pour des clowns. Cette nouvelle forme de revendication de droits pose problème. Comme il est constant en Afrique de l'Ouest, le Sénégal stigmatise l'homosexualité. Mais en plus, il criminalise l'acte homosexuel, ce qui le place en retrait sur le plan du droit"*, commente le président d'Amnesty. Un simple soupçon expose quiconque à des violences physiques et morales, quand cette allégation ne mène pas au poste de police, voire à l'inculpation à la suite de *"procès peu respectueux du droit international et discriminatoires, qui confondent l'acte et l'orientation sexuelle"*, souligne-t-il. Le respect de la vie privée et la présomption d'innocence sont toutes deux mises à mal. Fait étonnant, *"personne n'a jamais été arrêté sur base de la loi qui pénalise*

l'acte contre-nature. Il ne s'agit que d'arrestations arbitraires basées sur des rumeurs", s'insurge Ndeye Kebe en rajustant le foulard brun tacheté de jaune noué autour de son crâne rasé. Si les arrestations sont nombreuses, elles sont donc rarement suivies d'inculpation.

Souvent évoquée par ses détracteurs, la dépénalisation de l'acte homosexuel n'est pas revendiquée, dans l'immédiat, par la plus grande partie des LGBT. *"Pour le moment, on se concentre sur le respect des droits au quotidien : comment aller travailler sans être agressé, ne pas être délogé, vivre dignement, mourir dignement"*, soulève Diadji Diouf, faisant référence au corps d'un homme, présenté comme homosexuel, exhumé à plusieurs reprises car jugé indigne d'une sépulture. *"Le gouvernement ne peut pas ratifier les conventions pour les droits humains et arrêter des gens sans raison"*, insiste l'activiste dont le t-shirt dévoile les muscles saillants. *"Les droits des LGBT n'existent pas. Il n'existe que des droits humains, appliqués à tous les citoyens"*, abonde Ndeye Kebe.

Les organisations de défense des droits humains sont plus prudentes. Selon elles, *"la liberté d'expression ou de manifestation sont des droits fondamentaux dont l'exercice expose les homosexuels à la vindicte populaire"*. Cette visibilité accrue, M. Fall la voit comme un problème plutôt qu'une solution. *"Poser le problème sur le plan des libertés favorise un changement de comportement qui les met en danger"*, s'inquiète-t-il. Le résultat de cette *"psychose nationale"* est de *"faire disparaître"* les homosexuels de l'espace public, juge Abo Backry. Ce *"repli dans la clandestinité est un risque pour la société entière"*. *"On nous répète l'importance de ne pas gêner"*, dit Mohamed, le visage enfoncé dans le cadre de la fenêtre de cet appartement de Dakar. Il souffle la fumée de sa cigarette, respire l'air du dehors et ponctue : *"On va lutter pour que ce soit la société qui ne nous heurte plus."*

Discretion
au dehors, folies
au dedans

Photos Johanna de Tessières

Le milieu homosexuel est codifié, comme une mise en abîme de la société: il y a des femmes et des hommes, des pères et des mères qui prennent sous leurs ailes les nouveaux et les accompagnent jusqu'au mariage. Il y a le droit d'ainesse qui implique le respect des plus jeunes envers les plus âgés. "Parfois, ceux-ci en profitent...", souligne Sow. "On est ensemble", revient comme un refrain, une mélodie apaisante. Une ritournelle ponctuant chaque récit de vie, lorsque les langues se délient, qu'une tape est donnée sur l'épaule du voisin alors que sa voix flanche de tristesse, de colère, d'une volonté de lutter. Malgré les risques que les LGBT courent, ils parviennent à se ménager des interstices de liberté.



1.

1. "Elles" sont neuf et se sont appelées les "crèmes glace", parce qu'elles sont "appétissantes!". Elles se retrouvent régulièrement dans la chambre de Sow pour "faire des folies". Les verres de thé sucré pris couché sur le lit et les moments de tendresse sont des intermèdes à leurs pas de danse endiablés faits sur les rythmes que crache la vieille stéréo. "On est comme ce qu'on dit de la langue et des dents: parfois, elles se touchent mais elles vivent toujours ensemble".

2. Cissé secoue son foulard comme il le ferait avec une longue chevelure. Dans le secret de la chambre de son "frère", le "voleur de mari", comme on l'appelle ironiquement, tout en gardant sa délicate timidité, se laisse aller à d'amples gestes.

3. Faye, c'est le "grillo" de la bande. Celui qui anime. Il en est aussi le "porte-parole". Sa spontanéité n'a d'égal que son sens de la démonstration. "Le milieu, c'est ma passion. Mais je le quitterai pour me marier, avoir des enfants", explique le couturier de 23 ans. Pourtant, "les femmes ne m'attirent pas". "Ils sont nombreux à se marier pour leur sécurité. Mais on reste ce que l'on est", ajoute Sow.

4. Les douze associations que compte le pays organisent des séances de sensibilisation au VIH sida et des "causeries" lors desquelles leurs membres peuvent parler "en toute confiance et sans tabou de leur sexualité et des comportements à risque", fait remarquer Ahmed, "pair éducateur".



3.



2.



4.

Le triangle de l'homophobie



JOHANNA DE TESSIERES

Sow et ses amis tentent de ne pas faire de vagues, comme lors de cette balade au soleil couchant sur la corniche de Dakar. Le groupe d'amis attirait tout de même les regards – souvent désapprobateurs – sans pour autant essayer de remarque.

■ Médias, religieux et représentants politiques se renforcent mutuellement dans leurs attitudes homophobes.

Les islamistes manipulent les médias pour se rendre visibles comme défenseurs de la foi et de l'ordre moral (le leur) et présenter l'Etat comme faible ou comploté. Tidiane Kassé, journaliste, résume ainsi le jeu d'influence qui renforce l'homophobie et pointe les acteurs clés du rejet des LGBT. L'homosexualité est tantôt un acte criminel, tantôt une perversion qu'il convient de soigner, tantôt une insulte envers la société.

Suicide politique

Ce que les autorités donnent d'une main en organisant, discrètement, la réponse au VIH sida (voir *Epin-gle*), elles le reprennent de l'autre en pénalisant l'acte contre-nature. Cette schizophrénie tient de la logique politicienne. "Il est suicidaire de ne pas se déclarer contre l'homosexualité. Ne rien dire est une prise de position en sa faveur", explique l'activiste et journaliste Thomas Ayissi. Comme ce fut le cas cette semaine à l'approche du référendum constitutionnel de ce dimanche, chaque échéance électorale amplifie les prises de position hostiles des élus qui s'alignent sur celles des chefs ou associations religieuses, tétanisés par le risque de se les mettre à dos. La société, organisée en confréries religieuses, confère à celles-ci une influence considérable sur les fidèles, potentiels électeurs. "On a atteint un tel niveau de haine que dire la réalité sur les homos est inacceptable", se désole Cheikh Ndongo Fall, professeur de développement personnel à l'université de Dakar.

La "teranga" s'effrite

Le Sénégal offre un modèle de coexistence pacifique du point de vue religieux et ethnique. La *teranga*, la to-

lérance et l'hospitalité, est cependant "mise à mal par des acteurs qui se positionnent sur l'échiquier politique sous couvert du rideau de la religion", analyse Abo Backry. Dans le rang des homophobes, le rejet est utilisé dans un rapport binaire: "Le pouvoir libère les homosexuels et enferme les imams (en référence à ces imams accusés de tenir des discours proches des milieux islamistes). La lutte contre les homosexuels est instrumentalisée pour remettre en cause le caractère laïque et démocratique de la République", tonne l'activiste des droits humains. Mais "dans un Etat laïque, la réponse de la religion a ses limites. Certains semblent l'oublier", constate l'imam Kante. Dans leur sillage, ils amènent une partie importante de l'opinion publique, nourrie par de fausses croyances: ser-rer la main d'un gay, marcher derrière lui ou l'avoir dans son foyer "porte malheur". "Il est facile de faire croire que l'on dévie vers une société de perversion en utilisant la fibre religieuse", analyse Abo Backry.

Dans un pays à 95% musulman, de nombreux homosexuels se réclament de l'islam. Si leur foi leur permet de tenir malgré les injustices, ils trébuchent sur la religion, utilisée – par eux comme par leurs détracteurs – pour justifier les discriminations qu'ils subissent. "La position de l'islam est catégorique. L'acte homosexuel est une transgression de la morale sexuelle islamique et est rejeté par le Coran", éclaire l'imam Kante depuis la mosquée du Point E. "Leur choix ne me regarde pas mais je réponds à ceux qui m'interrogent qu'ils doivent revenir à une vie compatible avec le religieux", complète M. Fall, muezzin de cette même mosquée. Tous deux comptent parmi cette "race d'imams rebelles" se positionnant ouvertement contre l'homophobie. La limite de ce réseau est néanmoins de parler de l'homosexualité sous l'aspect de la santé et des conséquences de la stigmatisation dont les gays

sont victimes. "Rien ne justifie les appels à la haine et à la violence", défend fermement l'imam. "Quand on leur explique les risques auxquels nous sommes exposés, ils se montrent compréhensifs. On sort de l'idée selon laquelle nous ternissons l'image de la société et de la religion", ajoute Jean, activiste de l'ombre. Le changement des mentalités est cependant une lutte de longue haleine, en témoignent les dires du représentant religieux selon qui "on ne peut laisser faire tout et n'importe quoi au nom de la liberté: nous ne pouvons les laisser pervertir nos jeunes". Malgré sa position d'ouverture, il limite l'homosexualité à une pratique sexuelle choisie et la positionne sur une échelle de valeurs, déconnectée de son caractère identitaire et sentimental.

L'homophobie est vendeuse

Le rôle des médias est jugé "existentiel" tant ils font le jeu des plus radicaux en traitant la question de l'homosexualité du point de vue moral et religieux, souvent sur un ton érotisant. "Avec les médias de masses, la nébuleuse devient visible. Les sujets y sont débattus sans éthique ni déontologie, mises de côté pour répondre à ce que la population attend", analyse M. Fall. Il suffit d'ouvrir un journal pour constater combien celle-ci est friande de faits divers et de mœurs. Suivant cette logique, les médias "exagèrent le trait, inventent des faits dans une logique marchande: l'homosexualité est vendeuse!"

"Les médias exagèrent le trait, inventent des faits dans une logique marchande: l'homosexualité est vendeuse!"

CHEIKH NDONGO FALL
Muezzin et éducateur de santé.

ventent des faits dans une logique marchande: l'homophobie est vendeuse", dénonce Thomas Ayissi. Les figures militantes s'accordent sur le fait qu'il faille dépassionner le débat et apporter un discours alternatif fondé sur le droit. Mais la parole leur est rarement donnée, les médias ne voulant être complices de ceux qui "font la promotion" de l'homosexualité. C'est dire si la publication récente d'un de leurs communiqués a été vécue comme une petite victoire. Savourée en toute discrétion.

VVVy

Les activistes gays marchent sur un fil

Les faces d’une même lutte

La communauté LGBT (lesbiennes, gays, bi et transsexuels) au Sénégal se constitue à mesure que son combat et sa raison d’être s’éclaireissent. Aujourd’hui, elle est composée de 12 associations. Les quelques figures militantes, funambules des temps modernes, portent le combat pour la reconnaissance et l’application de leurs droits. Si elle est une famille pour certains, la communauté LGBT est aussi celle de tensions et de concurrences. Pour autant, à chaque événement d’ampleur, ses membres se mobilisent. “Une arrestation de l’un de nous concerne tous”, commente Thomas Ayissi, activiste connu qui, il y a quelques jours, demandait pourtant que sa photo ne soit finalement pas publiée, par crainte de représailles.

Filer doux ou s’exposer

“Tout le monde veut aller au ciel mais nous empruntons des chemins différents”, commente son amie Ndeye Kebe, présidente de l’association Sourire de femmes. La plus grande discordance est celle de la visibilité et de facto la reconnaissance publique de l’orientation sexuelle. “Il est important de mettre un visage sur l’homosexualité sénégalaise, celle que la société refuse de voir”, explique Diadjji Diouf dont la visibilité contrainte s’est muée en une opportunité de mener le combat aux avant-postes. Oui mais, dans une société qui condamne juridiquement l’acte et socialement l’orientation, les risques de les assumer ouvertement sont considérables. Certains jugent ainsi préférable d’agir à visage couvert. “La vie sexuelle est privée. Tant que tu ne le dis pas, tu vis bien, dans une société tolérante”, disent-ils.

En tout état de cause, les figures du militantisme s’accordent sur ceci : “La place se prend, elle ne se reçoit pas.” Les leaders associatifs, en plus d’offrir aux membres de la communauté un lieu dans lequel “ils peuvent cesser de faire attention”, entendent apporter un discours alternatif à celui, homophobe, qui domine l’espace public et médiatique et ainsi changer le rapport de forces qu’ont imposé les plus radicaux.

Etant donné que le changement des mentalités “ne se fera pas en un jour”, les militants veulent continuer à croire que “ce que l’on fait aujourd’hui, d’autres en bénéficieront demain”. Leur certitude : le changement pointe à l’horizon. “Une société n’est jamais prête, ce n’est pas une raison pour cesser de se battre pour faire bouger les lignes”, sourit Thomas Ayissi. “Personne n’est éternel, d’autres générations plus ouvertes arrivent”, ponctue avec conviction Diadjji Diouf.

Valentine Van Vyve

Fonds pour le journalisme



A suivre dans la Sélection de **LaLibre.be**

Djamil, la voix d’une seule voie

En 2008, j’ai eu la possibilité de m’en aller. Je suis resté car je pensais que c’était ici que je serais le plus utile. Aujourd’hui, je me sens seul et découragé.” Après 15 années de lutte, Djamil montre des signes de fatigue. Alors que six mois auparavant, rien ne semblait pouvoir l’atteindre, le quadragénaire est proie à des doutes.

C’est qu’il faut pouvoir faire preuve d’endurance. Prendre des coups, comme ce jour lors duquel il a vu le corps d’un ami exhumé sous prétexte qu’il ne méritait pas de sépulture dans le cimetière musulman de Thiès. Comme le jour lors duquel les locaux de Prudence, l’association LGBT dont il est le président, ont été incendiés. Prendre des coups et se relever. “Le courage, c’est notre meilleure arme. Peut-être la seule”, disait-il. Celui-là ne l’a pas lâché. “On dit de moi que je suis radical”, expose-t-il fièrement. Derrière ses yeux pétillants et son large sourire se cache une volonté hors pair. “Le seul objectif est de mettre fin aux injustices”, martèle ce natif de Guinée. “Au lieu de penser à la manière de recoller les pots cassés, faisons en sorte que les pots ne se brisent pas.”

Cela, on ne peut le faire chacun de son côté. “Il faut gagner le pari de parler d’une seule voix”, insiste le président de l’alliance Renapoc, dernière tentative en date de mettre en place un réseau d’associations qui s’exprimeraient au nom de toutes. La voix de Djamil, profonde et puissante, n’a pas de mal à se faire entendre. Encore faut-il que les autres lui emboîtent le tempo. Djamil est déterminé. C’est sa force. Et son talon d’Achille.

Ils disent de renoncer

Depuis que sa voix, d’abord, et son visage, ensuite, ont été associés à l’homosexualité au Sénégal, il assume pleinement cette identité

Docteur Ndeye, Madame Kebe

Son téléphone sonne sans arrêt, à l’instar de la sonnette de son appartement dakarois. Le matin à Diourbel, l’après-midi à Mbour. Entre les deux avec ses deux garçons de 5 ans. Ceux que l’on a déposés, à 10 jours d’intervalle, sur le pas de sa porte. Tata Ndeye, Maman Kebe est un personnage dans le milieu LGTB. Elle est au four et au moulin. Son appartement, c’est l’auberge espagnole. “Souvent, on m’appelle et on me dit : je viens.” Je n’ai pas le choix ! Ici, ils savent qu’ils sont en sécurité. Qu’ils peuvent être qui ils sont.” Ndeye Kebe rassemble autour d’elle. “Elle nous donne confiance et nous rend notre fierté”, commente Lika en se frappant le cœur du poing avec force.

La figure emblématique au charisme ébouriffant arbore le boubou traditionnel et rythme ses phrases d’éclats de rire. Ndeye Kebe oscille entre douceur et détermination. Entre un ton grave et un ton badin. Elle est tout en contrastes et pourtant reconnue pour son intégrité et son dévouement aux personnes qui, au compte-gouttes, entrent dans sa famille.

A l’adolescence, à la faveur d’une ren-



DJAMIL BANGORA
Président de Prudence, association LGBT, et de Renapoc (Réseau national des Populations Clés).



NDEYE KEBE
Présidente de Sourire de femmes, association qui lutte pour la défense des droits humains et ceux de la femme en particulier.

bas de son lit, entre les quatre murs de sa chambre, en frappant fort dessus.”

Djamil est de ceux qui pensent que la meilleure défense, c’est l’attaque. Pour cela, “il faut prendre position de façon ouverte et directe. Il y aura forcément un prix à payer mais c’est comme cela que l’on fera changer les choses, c’est la seule stratégie. Le respect de nos droits, c’est la seule issue.” Dans ce combat à armes peu égales, “on peut perdre la tête. Mais on peut aussi, à force d’abnégation, vivre heureux. Je suis prêt à me sacrifier pour la liberté”, dit-il en baissant, une fois n’est pas coutume, le ton de sa voix.

“J’ai tout perdu”

Aujourd’hui, cette liberté est échaudée : il ne se déplace pas autrement qu’en moto et ne se rend plus à la mosquée. Ce serait jouer inutilement avec sa vie. “J’ai tout perdu. Je veux faire en sorte que ceux qui me suivent ne vivent pas ces injustices”, confie-t-il. Djamil est un référent pour nombre de jeunes dont il se sent responsable. “J’attends qu’il m’aide à y voir plus clair dans ma vie”, dit ainsi Sow, recevant l’approbation des cinq autres membres de l’association réunis chez celui qu’ils considèrent comme leur “père”.

La priorité de Djamil est désormais la mise sur pied d’un centre qui accueillera les jeunes en situation d’extrême urgence, leur offrira une formation pour les aider à s’intégrer dans le monde du travail. En contrepartie, il espère qu’ils endosseront la vareuse du militant. “Il est important d’accompagner les jeunes mis au ban de la société, de leur garantir un avenir quand ils n’en ont-entrevoient plus eux-mêmes. Je leur dis : la société te lâche mais ne te lâche pas toi-même.”

Et de repartir dans un éclat de rire. Une façade.

VVVy

orientation sexuelle nous sommes ?” interroge-t-elle en s’enfonçant un peu plus dans son fauteuil, les pieds nus glissés sous la table basse. “Ce n’est pas la peine de se donner en pâture. Ces risques ne servent pas la cause”, poursuit-elle sagement. Elle sait de quoi elle parle. La quadra, bien que respectée et souvent consultée dans son quartier, peut être “attaquée à tout moment”. Comme les autres leaders visibles, elle ne prend plus les transports en commun. Les cheveux rasés sous son couvre-chef lui ont apporté leur lot d’ennuis. Si son appartenance à une grande famille religieuse la protège, elle est convaincue que ses membres se retourneraient contre elle si elle était en difficulté.

Les associations sont à double tranchant

Bien qu’elle croie dur comme fer au bien-fondé de ses actions, Ndeye Kebe ne manque pas d’esprit critique. Les associations sont, dit-elle, un “couteau à double tranchant : leurs membres mènent une lutte qui implique souvent de s’exposer. Ces acteurs apportent énormément, mais ils se mettent en danger et les organisations ne sont pas toujours capables de les défendre”, explique-t-elle. “L’important, c’est que chacun comprenne ce que sont les droits humains. Alors, chacun peut faire la différence”, poursuit-elle, attristée lorsqu’un activiste choisit la voie de l’exil alors que, “pour changer les mentalités sénégalaises, c’est au Sénégal qu’il faut agir”. “Pour conduire un train, une seule locomotive suffit… poussée par de nombreux wagons”, dit-elle après avoir laissé parler le silence. Les quelque 800 membres de son association jouent ce rôle. “Ils apprennent comment mener le combat.”

VVVy

Bulle d’air entre quatre murs

Photos Johanna de Tessières

Les femmes sont moins visibles que les hommes. Probablement parce que “la société ne cherche pas à justifier les rassemblements de femmes”, explique Ndeye Kebe. L’homosexualité au féminin existe pourtant et est “de plus en plus stigmatisée”. “Il y a une recrudescence de violence et de rejet à l’égard des femmes homosexuelles”, poursuit cette figure de proue du mouvement LGBT. Lika, son bras droit, a d’ailleurs eu du mal à convaincre ses amies de se rassembler, ce jour-là, plusieurs arrestations récentes de femmes les poussant à la prudence. Une fois la porte de la chambre de la jeune femme close, elles font tomber les masques, déversent leurs mots et lâchent leurs angoisses.

1. Adja porte une énième cigarette à ses lèvres. La chambre de Lika, où se disputent coussins et peluches, chapeaux et sacs, photos et posters, devient rapidement un bocal de fumée aux effluves de bière. A l’image de la fumée qu’elles expirent, ce sont les mots que ces jeunes femmes soufflent à pleins poumons et à gorges déployées dans une cacophonie libératrice. Adja fait figure d’exception. Ses parents sont au courant de son homosexualité. “Je profite de cette chance pour me battre pour la liberté d’expression; celle qu’utilisent ceux qui nous jugent et nous insultent. Je revendique qui je suis.”

2. Lika, féminine jusqu’au bout des ongles, est un moulin à paroles. Cette jeune mère divorcée à la voix aiguë et au dynamisme renversant se dit “fière d’être lesbienne”. Si elle cache à son père son orientation sexuelle, elle pourrait être le visage du mouvement militant de demain. Ses amies ne sont pour la plupart pas prêtes à franchir ce pas. “Mes parents me demandent pourquoi je ne ramène pas d’homme. Je nie, évidemment. Mais le mariage hétérosexuel est le prix de la liberté”, dit ainsi Nafi, sans cacher son fatalisme.

3. Tout à l’opposé de la maîtresse des lieux, Fama ne dit pas un mot. Son style vestimentaire parle pour elle, dans une société qui considère que l’homosexualité est écrite sur le front, les bijoux et les fringues de la personne concernée.

4. Entre les voix à hauts décibels se dégage celle d’Aïcha. Douce mais déterminée. “Je n’ai eu d’autre choix que d’assumer mon homosexualité. J’ai tout perdu. Je n’ai pas voulu naître comme cela, c’est dans mon sang et j’ai appris à en être fière. Si c’est une partie de mon identité, je ne me résume pas à cela. Pourtant, la société ne nous voit que comme des homosexuelles. Rien de plus. Les mentalités sont rigides. Rien ne changera jamais.” “Pourquoi les gens ne veulent-ils pas comprendre ?”, interroge la jeune Daba.



1



2



3



4

- Les Sénégalais occupent la plus haute marche du podium des demandes d’asile liées au genre.
- Touchant à la sphère de l’intime, le curseur de la crédibilité accordée à un récit est compliqué à placer.
- En Belgique encore, l’homosexualité est un poids lourd à porter.

Homosexuels : parcours d’asile et de crédibilité

Fonds pour le journalisme

Retrouvez le dossier complet sur [LaLibre.be](http://dossiers.lalibre.be/etrehomosexuelausenegal)
<http://dossiers.lalibre.be/etrehomosexuelausenegal>



Fadiga est arrivé en Belgique au hasard des routes. Auditionné “pendant des heures” par le CGRA, il en attend la décision.

Je n’en peux plus de me cacher. Je dois m’en aller”, déclare Youssouf, la tête enfouie sous sa casquette. Huit mois plus tôt, il échappait aux forces de police sénégalaises, accusé d’un répréhensible acte contre-nature. A l’heure d’écrire ces lignes, nous avons perdu sa trace. Peut-être est-il encore dans la banlieue de Dakar. Peut-être a-t-il pris le chemin de l’exil, dans ces pays limitrophes qui ne sont guère plus cléments envers les homosexuels. Peut-être viendra-t-il frapper à la porte de la Belgique, comme tant de Sénégalais avant lui.

Ils sont en effet les plus nombreux à demander l’asile en Belgique en invoquant un risque de persécution lié à leur orientation sexuelle. En 2015, ils étaient 144 (1/3 étaient reconnus réfugiés) alors qu’en 2014, le Commissariat aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) avait traité 206 demandes d’asile liées au genre. Cette diminution n’a cependant pas modifié le podium des trois pays les plus représentés: le Sénégal, le Cameroun et la Guinée.

Comment, dès lors que l’on touche au plus intime, le CGRA parvient-il à apprécier le bien-fondé de la crainte de persécution ? Pour ce motif particulier, la procédure du demandeur d’asile se fait en trois étapes, répondant à autant de questions. L’orientation

Alors que le demandeur a dû cacher son orientation sexuelle avant son parcours d’exil, il doit la démontrer au moment d’obtenir la protection des autorités compétentes.

sexuelle est-elle vraisemblable ? La crainte de persécution est-elle fondée, crédible et suffisamment grave ? La personne n’aurait-elle pas pu bénéficier de la protection de son pays ? Les réponses se trouvent principalement dans le récit que fera le demandeur d’asile lors de son audition. A cet égard, le CGRA affirme appliquer les directives européennes, ainsi que la jurisprudence de la Cour de Justice de l’Union européenne qui en fixe les modalités.

Le langage : prisme social et culturel

Le curseur de la sincérité semble toutefois compliqué à placer. “Nous avons des indicateurs de crédibilité. Ce ne sont pas des termes scientifiques que l’on doit retrouver dans les récits. On se base sur le parcours personnel décrit par le demandeur d’asile, la façon dont il mentionne l’évolution de cette part de sa personnalité. On a beau parler d’un sujet intime, il y a des éléments qu’il doit savoir expliquer et par rapport auxquels il doit être convaincant”, explique Valentine Audate, responsable de la cellule “genre” au CGRA.

La manière d’apprécier une réalité et de mettre des mots sur un vécu diverge cependant que l’on soit Sénégalais ou Belge. “La manière occidentale de structurer le récit, la vision linéaire du temps et de la famille compli-

quent les choses, particulièrement pour les personnes peu éduquées”, souligne Oliviero, chargé d’éducation permanente à la Rainbow House.

Comment démontrer ce qui a été caché

“Nous les aidons à raconter leur histoire, à mettre des mots sur des émotions qu’ils ont rarement exprimées de manière telle que ce soit audible”, poursuit la tête pensante de cette association LGBT. “Ils veulent que l’on soit capable de raconter les 15 dernières années en détail. Mais l’histoire seule ne suffit pas et on saisit mal l’objectivité des critères. J’en ai vu, des beaux parleurs, qui obtenaient leurs papiers et qui n’étaient pas homosexuels”, assène Leye, englué depuis trois ans dans la procédure d’asile. “Même s’ils m’ont mis en confiance, j’ai perdu ma capacité à m’exprimer en français. Les longues heures d’interview n’ont pas aidé”, embraie Fadiga. Malgré les critiques, le CGRA estime “tout faire pour limiter la part subjective de l’appréciation”.

Entre le jugement sur la crédibilité et les preuves matérielles qu’ils pourraient apporter, certains demandeurs d’asile ont leur préférence. “Est-ce parce que je ne correspond pas à l’image qu’on se fait de l’homosexuel que je n’ai pas été régularisé ? Qu’ils mettent une caméra chez moi, ils verront que je dis la vérité”, défie Leye.

Alors que le demandeur a dû cacher son orientation sexuelle avant son parcours d’exil, il doit la démontrer au moment d’obtenir la protection des autorités compétentes. “Ce qui peut raisonnablement confirmer la véracité du récit est le bienvenu. Mais le CGRA n’exige pas de produire des preuves, des photos ou vidéos d’ébats sexuels, insiste Valentine Audate. On recherche des éléments pertinents, qui respectent la dignité de la personne, ce qui est suffisant et nécessaire pour apprécier la crédibilité de l’orientation sexuelle et le caractère fondé de ce que la personne risque en cas de retour.”

Un mariage, des enfants plaident-ils en défaveur du demandeur ? “Dans un pays où la majorité de la population est homophobe, certains se sentent obligés de cacher leur homosexualité en menant une vie publique hétérosexuelle. Ceci étant dit, cet élément sera analysé à la lumière de la cohérence du récit dans sa globalité”, ajoute M^{me} Audate. Ainsi, Ahmed a-t-il vu son statut lui être retiré après avoir reconnu la paternité d’un enfant conçu avant l’obtention dudit statut. Dans sa décision écrite, le CGRA estimait qu’il avait “sciemment caché” cette information et que si cela “avait été connu à un stade antérieur de la procédure, une protection internationale ne vous aurait pas été accordée, car cet élément contredit un point fondamental de votre demande d’asile,

à savoir vivre votre homosexualité et votre désir de vivre comme un homosexuel librement.”

Le récit doit enfin être étayé par la “réalité objective” du pays d’origine afin d’évaluer le risque d’un retour. Si, au Sénégal, il y a une loi homophobe et une perception sociale négative de l’homosexualité, cela ne suffit pas pour que tout homosexuel soit reconnu réfugié, le CGRA estimant que “certains vivent normalement”.

La filière de l’homosexualité

Trier le vrai du faux est un exercice périlleux. “Certains ont eu connaissance du filon et l’ont utilisé”, admettent différentes sources belges et sénégalaises. Ces abus “portent préjudice à ceux qui font réellement face à des risques de persécution”, s’accordent à dire les activistes sénégalais, consultés à titre informatif par les avocats belges et le CGRA. “Nous avons une mission : protéger ceux qui en ont besoin. Cela implique de refuser ceux qui n’entrent pas dans les critères d’appréciation”, justifie Damien Dermaux, porte-parole de l’institution. Dans le contexte d’une démultiplication des demandes d’asile, le CGRA assure garder “la même politique”. Du côté associatif par contre, on le suspecte de durcir les conditions d’octroi du statut.

Valentine Van Vyve



La Rainbow house accueille une fois par mois les demandeurs d'asile homosexuels. Le but premier est de briser l'isolement social et la détresse psychologique dans lesquels ces personnes originaires du Sénégal, du Cameroun, de Guinée ou de Syrie se trouvent. “Depuis que je suis en Belgique, j’ai perdu la mémoire et la concentration”, explique Leye. Oliviero y voit le “Syndrome d’Ulysse”. “Il est la conséquence de ce que vous avez perdu : une manière de penser, de parler, de regarder, de marcher”, explique calmement le chargé en éducation permanente.



Ils prennent timidement la parole. Une fois qu’ils l’ont, ils ne la lâchent plus. C’est le cas de Sonko. Originaire de Dakar, il a traversé les Balkans pour se retrouver dans un centre d’accueil à Ypres. “Je vivais bien, au Sénégal. Mais mon pays ne me protégeait pas. Qu’est-ce que je fais ici ? Je n’ai ni famille ni argent. J’ai quitté un enfer pour un autre.”

“Ici aussi, on doit cacher son homosexualité”

Asile Les rencontres qu’organisent les organisations LGBT brisent l’isolement dans lequel vivent les demandeurs d’asile homos.

Reportage **Valentine Van Vyve**

Ils arrivent au compte-gouttes, comme chaque dernier jeudi après-midi du mois. Engoncés dans leurs doudounes pour se protéger du froid cru de cette journée hivernale, une trentaine de demandeurs d’asile viennent se renseigner sur la manière dont se déroule le parcours, échanger sur leurs difficultés – particulièrement celles qui ont trait à leur homosexualité – et pour certains, vider leur sac. “Quel succès !”, se réjouit Oliviero devant le nombre de participants, serrés les uns contre les autres au premier étage de cette ancienne maison du centre-ville de Bruxelles. Le chargé

d’éducation permanente de la Rainbow House (couple regroupant 45 associations LGBT) est rodé à l’exercice et accueille chacun d’un bonjour chaleureux, d’une boisson et d’un sandwich. Les échanges se font d’abord de manière informelle. Discrets, timides. “Comment ça va ?”, entame tambour battant Assad. L’animateur de “Merhaba” insiste pour que chacun “prenne le temps de se poser la question et de se raconter”, dit-il avec douceur et sourire dans la voix. Ses quelques traits d’humour distillés ci et là sont les bienvenus pour détendre une atmosphère pesante. Les réactions du groupe au fil des prises de parole témoignent d’une histoire commune : celle de discriminations croisées – l’orientation sexuelle, le genre et l’identité – qui, même sur le sol belge, subsistent. “Franchement, ça ne va pas”, ose Sonko d’une voix éteinte. “Je vis encore le rejet au quotidien et ne suis pas à l’aise. Je reste, au sein de ma communauté, ce gay minable et dégueulasse”, dit ce Sénégalais de 30 ans. Leur homosexualité ajoute à la complexité d’un parcours semé d’embûches. Dans le réseau

“Je vis encore le rejet au quotidien et ne suis pas à l’aise. Je reste, au sein de ma communauté, ce gay minable et dégueulasse.”

d’accueil, où il existe une grande proximité, ils continuent de porter le secret des raisons de leur présence. “Ils ne peuvent rien dire aux membres de leur communauté, soit potentiellement ceux qui sont à l’origine de leur exil”, explique Daniel Huygens, référent à Fedasil. Si on compte peu d’agressions verbales et physiques, c’est dû au silence dans lequel restent plongés ceux qui pensaient pouvoir vivre ici leur orientation sexuelle librement. Les centres d’accueil ont pris conscience de la nécessité de sensibiliser l’ensemble des occupants à la problématique. “On répète que la tolérance est de mise, que l’homophobie tombe sous le coup de la loi. En cas d’agression, l’agresseur est transféré et non la victime”, précise encore celui qui œuvre à créer des ponts entre le réseau d’accueil et le monde associatif. Des structures particulières ont ainsi été mises en place tant pour encadrer ces demandeurs d’asile que pour briser l’isolement social dont ils souffrent et les “sortir de l’engrenage de la méfiance”, étaye Oliviero. “C’est une respiration”, exprime avec soulagement Leye,

“Si l’homosexualité est légalisée (au Sénégal), je prends le premier avion. La Belgique n’est pas un eldorado.”

assis avec ses trois amis autour d’une petite table ronde. “C’est le seul endroit où je me sens bien. Mais le Centre ne finance qu’un ticket de train par mois”, regrette Sonko. Se sentiraient-ils plus en sécurité dans des centres spécifiques aux LGBT, comme il en existe en Allemagne ? “Cela nous mettrait dans un cocon qui n’est en rien le reflet de la réalité. Or, nous voulons nous intégrer dans la société, en être des acteurs à part entière”, commente Leye, imposant homme tout de rouge vêtu. Lui et Fadiga, discrets lorsqu’ils vivaient à Dakar, se présentent comme des activistes et souhaitent désormais guider les demandeurs d’asile homosexuels. Avant de retourner au Sénégal ? Si l’un dit avoir “tourné la page”, l’autre le jure : “Si l’homosexualité est légalisée, je prends le premier avion. On entend qu’on est ici pour profiter. De quoi ? On a tout perdu. La Belgique n’est pas un eldorado”, dit-il alors que l’assemblée s’esclaffe. Si la liberté est pour certains un palliatif à la perte de leur vie passée, pour d’autres, elle “ne fait pas le poids”. “Je suis parti dans la souffrance et je la traîne encore ici”, ponctue Leye.